



Communiqué de presse

Conférence des Nations unies à Rio **Le futur que nous voulons : du local au global, reconquérir les biens communs**

La Conférence officielle de Rio+20 s'est terminée par l'adoption d'une déclaration marquée par son extrême faiblesse. Sans engagement prescriptif, encore moins contraignant, sans date de mise en œuvre, cette déclaration n'impose en rien un changement de paradigme pour construire « *le futur que nous voulons* ». L'engagement volontaire de chaque Etat à mettre en œuvre les dispositions évoquées prime. Seule ouverture vers la continuation d'un processus multilatéral, la définition d'Objectifs du développement durable (ODD) dont se félicitent les négociateurs. Mais ils sont pauvrement définis, comportent des régressions sur les droits des populations et seront plombés par l'absence de limites données à la prédation des ressources.

La soumission des États aux exigences de la finance globale est entérinée par ce texte. Toujours pas d'engagement sur des taxes internationales sur les transactions financières ou sur l'énergie en mesure de financer la transition vers des sociétés justes socialement et soutenables sur le plan écologique. La « croissance » économique, terme repris près de trente fois dans le texte, reste l'horizon indépassable, sans qu'aucune limite ne soit fixée ; plus aucune référence n'est faite à la « justice environnementale ». Aucune régulation sérieuse des agissements du secteur privé n'est prévue, uniquement des engagements volontaires. Par contre, les exigences portées par les différents groupes de pression du secteur privé, tels que le BASD (Business action for sustainable development) très actif lors de Rio + 20 au sein du Pacte Mondial des entreprises (Global compact), sont elles bien intégrées au texte. De nombreuses ONG ont dénoncé le texte, exigeant de ne pas y être associées et dénonçant la main-mise des entreprises sur le processus onusien (voir la campagne *Libérons l'ONU de l'influence des entreprises*¹).

Le Sommet des peuples, qui s'est tenu toute la semaine et a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de citoyen-en-s autour d'ateliers thématiques puis d'Assemblées plénières, a été une réussite : populaire, mobilisateur, un espace d'expression des luttes et de convergences. Il s'est clôturé hier par une déclaration finale qui se prononce clairement contre l'économie verte comprise comme une nouvelle phase du capitalisme financier étendu à la nature et *“pour la garantie d'une série de droits humains et de la nature, pour la solidarité et le respect des cosmovisions et croyances des peuples, comme par exemple la défense du “buen vivir” comme forme d'existence en harmonie avec la nature qui présuppose une transition juste qui doit être construite avec les travailleurs et les peuples”*. Elle marque une volonté de construire des alliances entre toutes les populations affectées et donne une feuille de route aux organisations et mouvements des sociétés civiles : du local au global, reconquérir les biens communs.

Rio, 24 juin 2012.

Contacts presse

ATTAC : Jeanne Planche // jeanne@attac.org // 01 56 06 43 63 // 06 03 53 22 33

AITEC : Gildas Jossec // gildas.aitec@reseau-ipam.org // 01 43 71 22 22 // 06 78 09 13 43

Les Amis de la Terre : Caroline Prak // caroline.prak@amisdelaterre.org // 01 48 51 18 96 // 06 86 41 53 43

¹ Pour plus d'information : www.amisdelaterre.org/libérons-onu